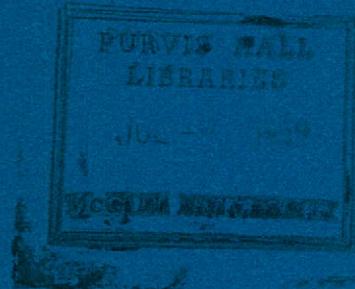


FARM CREDIT
CORPORATION

SOCIÉTÉ DU
CRÉDIT AGRICOLE

ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL
m
1968-69



C O N T E N T S

Highlights	4	
Introduction	5	Introduction
Legislation	7	Mesures législatives
Operations under the Farm Credit Act	11	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole
Operations under the Farm Syndicates Credit Act	15	Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles
Administration	16	Administration
Financing	16	Financement
Auditor General's Report	18—19	Rapport de l'Auditeur général
Balance Sheet as at March 31, 1969	20—21	Bilan au 31 mars 1969
Statement of Income and Expense for Year Ended March 31, 1969	22—23	Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1969
Statement by Provinces of Outstanding Mortgage Loan and Agreements for Sale Accounts	24—25	Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente
Outstanding Loans from the Minister of Finance	26	Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	27	Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière
Statement by Provinces of Farm Loans Approved and Disbursed	28—29	Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés
Members of the Corporation	30	Membres de la Société
Head Office	30	Siège social
Members of the Advisory Committee	31	Membres du Comité consultatif
Chairmen of Appeal Boards	31	Présidents des Commissions d'appel
Branch, District and Field Offices	32	Succursales, bureaux de district et de campagne

T A B L E D E S M A T I È R E S

Sommaire	
Introduction	
Mesures législatives	
Activité sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	
Activité sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats agricoles	
Administration	
Financement	
Rapport de l'Auditeur général	
Bilan au 31 mars 1969	
Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1969	
Relevé par province des prêts hypothécaires et des soldes à percevoir d'après les contrats de vente	
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	
Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière	
Relevé par province des prêts agricoles approuvés et déboursés	
Membres de la Société	
Siège social	
Membres du Comité consultatif	
Présidents des Commissions d'appel	
Succursales, bureaux de district et de campagne	



ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL 1968-69

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. It also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien, son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme sous des conditions et des modalités favorables pour aider les cultivateurs canadiens à organiser de façon rentable des exploitations agricoles familiales et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. Elle administre aussi la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles qui prévoit des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour partager entre eux l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole, des bâtiments et de l'équipement fixe.



CANADA

FARM CREDIT CORPORATION

SIR JOHN CARLING BUILDING
P.O. BOX 4209, POSTAL STATION E
OTTAWA 1

OFFICE OF THE CHAIRMAN

June 19, 1969.

The Honourable H.A. Olson, P.C., M.P.,
Minister of Agriculture,
Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Tenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of accounts for the fiscal year ended March 31, 1969.

On behalf of the Members of the Corporation, I should like to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards, and to the staff of the Corporation, for their cooperation and for the effective manner in which they carried out their responsibilities during the year.

Respectfully submitted,

Chairman.



SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE
ÉDIFICE SIR JOHN CARLING
C.P. 4209, SUCCURSALE POSTALE E
OTTAWA I

CABINET DU PRÉSIDENT

le 19 juin 1969

L'Honorable H. A. Olson, C.P., député,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le dixième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers pour l'année financière close le 31 mars 1969.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel, et au personnel de la Société, pour leur collaboration et l'excellente façon avec laquelle ils se sont acquittés de leurs responsabilités pendant l'année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le président,

H. Oliver

HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1968 - 1969	1967 - 1968	
NUMBER OF LOANS APPROVED	9,159	11,954	NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$208,330,500	\$263,236,500	MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$22,750	\$22,020	MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	67,108	63,482	NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,036,149,124	\$915,837,195	SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	91.4	93.2	POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT

INTRODUCTION

Although the number of farms with loans outstanding under the Farm Credit Act continues to increase, this was the first year since inception of the Corporation in which lending decreased from the preceding year. The total amount of loans approved under the Act in the fiscal year ended March 31, 1969, was 20.8 per cent less than that approved during the previous fiscal year. This decrease in the demand for loans does not appear to have been the result of any single factor but rather to be attributable to several influences.

Farm sizes have been increasing very rapidly in recent years. Since the beginning of April 1960, the Corporation has lent approximately \$726 million for the purchase of land, of which about \$558 million was for the purchase of land to add to existing farms, in other words for farm consolidation, with the balance going towards the purchase of new farm units. The fact that credit has been readily available under the Farm Credit Act at low interest rates has tended to increase the number of farmers who have been active in the market for farm land. The market activity resulting from this lending, as well as from purchases of land financed through other means, has put a steady upward pressure on land prices.

The costs of goods and services used by farmers have continued to rise without a compensating increase in the prices of farm products. During the year, markets for many important farm products and prospects for future markets for these and other farm products were uncertain. As a result of these and other developments, farmers appear to have been developing plans for long-term investments with increasing caution. In particular, they appear to have been questioning, and no doubt with some justification, the wisdom of investing funds over a long term for the purchase of land at current land prices.

The decrease in demand for loans during the fiscal year cannot be attributed to the fact that the interest rate charged by the Corporation was increased during the year as this increase did not take place until November 15, which was very near the end of the active lending season. It also should

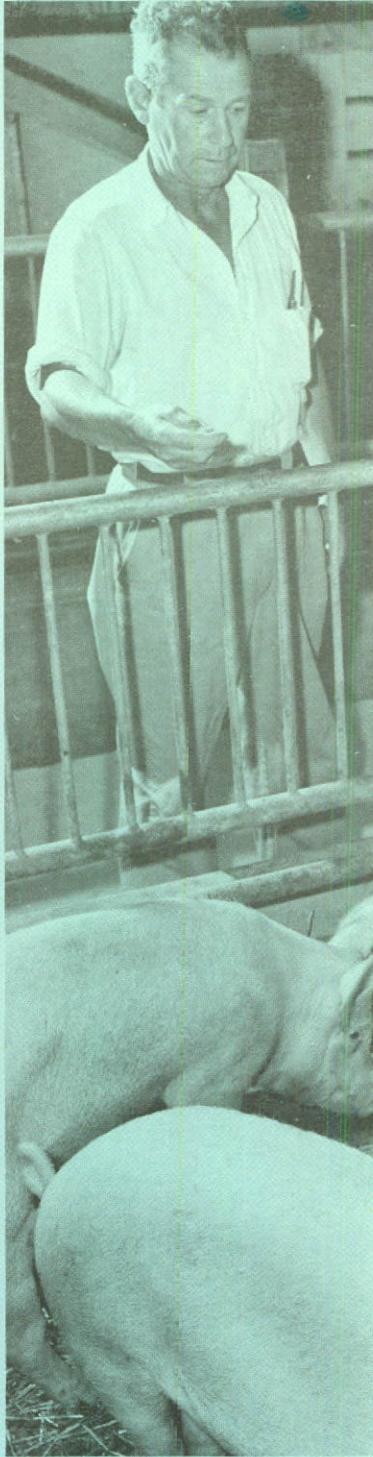
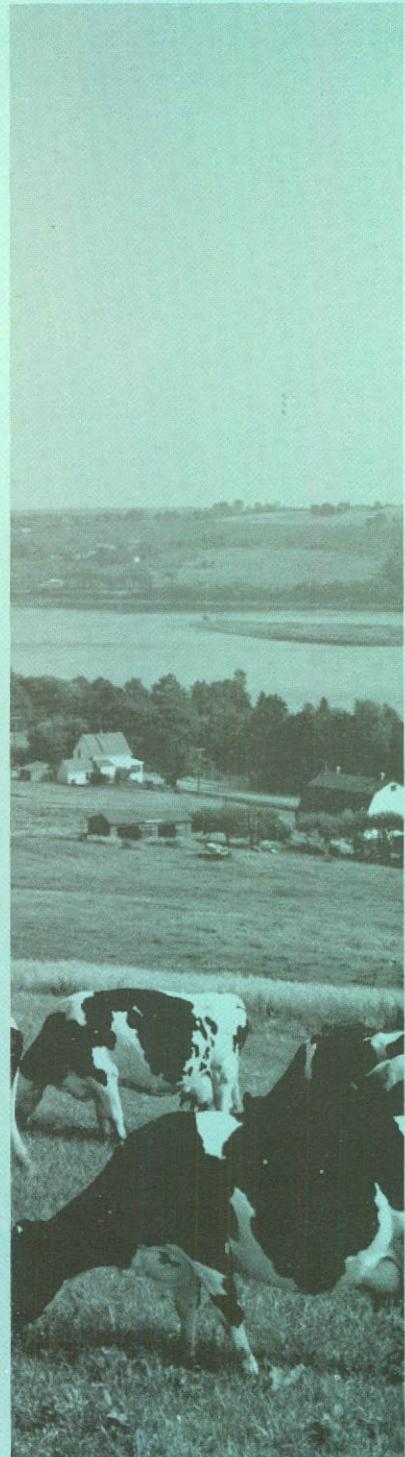
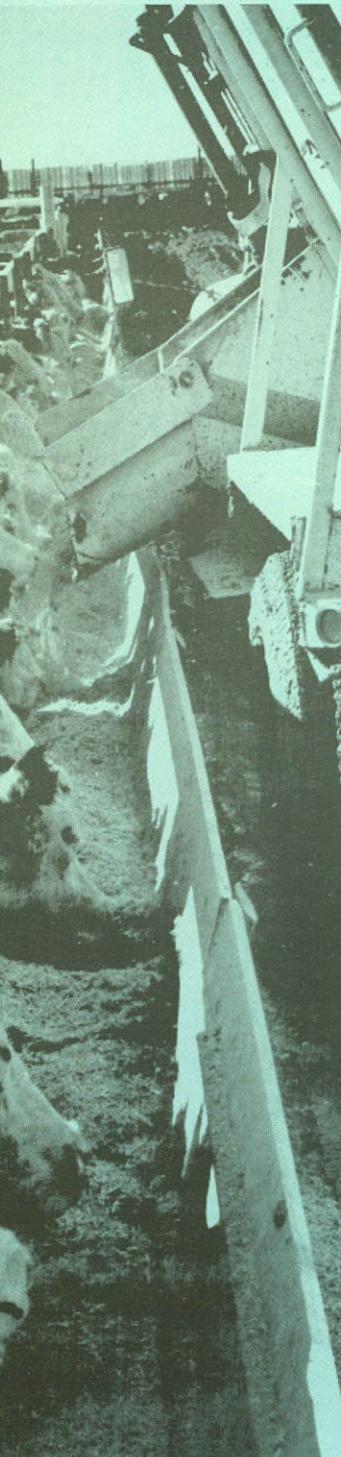
Bien que le nombre de fermes qui détiennent un emprunt auprès de la Société du crédit agricole continue à s'accroître, pour la première fois de son existence la Société accuse une diminution dans ses activités de prêts au regard de l'année précédente. La somme totale des prêts approuvés aux termes de la Loi durant l'année financière close le 31 mars 1969 était de 20.8 p. 100 inférieure à la somme approuvée au cours de l'année financière précédente. Cette réduction dans la demande de prêts ne saurait être attribuée à un facteur unique mais plutôt à un ensemble d'influences.

La grandeur des fermes s'est accrue très rapidement au cours des dernières années. Depuis le début d'avril 1960, la Société a prêté environ \$726 millions pour l'achat de terres. De cette somme, environ \$558 millions ont servi à l'achat de terres pour agrandir les fermes, c'est-à-dire pour la consolidation des fermes, et le solde a servi à l'achat de nouvelles unités agricoles. L'accès facile aux prêts à des bas taux d'intérêt offerts aux termes de la Loi sur le crédit agricole a contribué à faire accroître le nombre des cultivateurs désireux d'acquérir des terres agricoles. L'activité engendrée sur le marché par nos prêts et par l'achat de terres financé par d'autres sources, a créé une poussée ascendante continue sur le prix des terres.

Le coût des biens et des services utilisés par les cultivateurs a continué à s'accroître mais n'a pas été accompagné d'un accroissement correspondant dans le prix payé pour les produits agricoles. Au cours de l'année, le marché de plusieurs importants produits agricoles demeurait incertain; les perspectives futures de marché pour ceux-ci et certains autres produits de la ferme l'étaient également. L'incertitude ainsi engendrée et d'autres facteurs ont incité les cultivateurs à faire preuve de prudence en dressant des plans d'investissement à long terme. En particulier, plusieurs se sont demandé, sans doute à juste titre, s'il serait sage d'investir des fonds à long terme pour l'achat de terres aux prix courants.

La diminution des demandes d'emprunt au cours de l'année financière ne saurait être attribuée à la ma-

INTRODUCTION



be mentioned that a very significant proportion of the farms in Canada which have the productive potential to carry significant amounts of mortgage credit, now have outstanding loans from the Corporation. There were 67,108 mortgages outstanding at the end of the year to the Corporation or about 24.2 per cent of the total number of commercial farms in Canada (farms with gross annual sales over \$2,500) as indicated in the 1966 Census.

LEGISLATION

During 1968-69, legislation was enacted by Parliament to amend the statutes administered by the Corporation. These amendments merit special mention in this report.

Farm Credit Act

A significant number of farm units are being organized with two or more operators in a variety of forms of partnerships, farming corporations or co-operative associations. Farmers are making these adjustments to their farm business structures to take advantage of the economies inherent in larger scale operations and to alleviate farm labour problems. Amendments to the Farm Credit Act were designed to adapt the mortgage credit program of the Corporation to the needs of farmers who wish to make such arrangements.

The definition of those who can qualify for loans either as individuals or as farming corporations was broadened.

The maximum standard mortgage loan available under Part II of the Act was increased from the previous \$40,000 to a single farming enterprise to \$80,000 where there are two qualified owner-operators and to \$100,000 where there are three or more. Previously, loans under Part III of the Act were available only to individual farmers and to a maximum of \$55,000. The amendments now make it possible to also make loans of \$100,000 under Part III where there are two or more qualified owner-operators. A further amendment to Part III provides for loans up to 90 per cent of the value of the land and chattels if there is at least one owner-operator under 35 years of age who can demonstrate to the Corporation that the farm business will be operated with a higher than average degree of efficiency.

Another amendment provided that, for the first time, loans under the Farm Credit Act may be made to Indian people who farm on Reserve land. Such farmers previously had been unable to borrow under the Act as they had been unable to mortgage their land. The amendments authorized the execution of an agreement between the Minister of Indian Affairs & Northern Development and the Corporation, under the terms of which the Minister provides the Cor-

joration des taux d'intérêt exigés par la Société car cette augmentation n'a eu lieu que le 15 novembre, soit vers la fin de notre saison active de prêts. En outre, une très forte partie des fermes canadiennes qui offrent un potentiel agricole assez bon pour détenir un prêt hypothécaire considérable, détiennent déjà des prêts avec la Société. La Société détenait 67,108 hypothèques actives à la fin de l'année, soit sur environ 24.2 p. 100 du nombre total de fermes commerciales canadiennes (fermes dont les ventes brutes annuelles excèdent \$2,500) relevées au recensement de 1966.

LÉGISLATION

Au cours de 1968-1969, le Parlement a légiféré pour modifier les statuts appliqués par la Société. Ces modifications commandent une attention spéciale dans le présent rapport.

Loi sur le crédit agricole

Un nombre important d'unités agricoles de deux exploitants ou plus opérant sous diverses formes d'associations, de corporations agricoles ou d'associations coopératives, sont en voie d'organisation. Les cultivateurs modifient la structure de leur entreprise pour tirer profit des épargnes inhérentes à des opérations sur une plus grande échelle et pour diminuer leurs problèmes de main-d'oeuvre. Les modifications à la Loi sur le crédit agricole visent à adapter le programme de crédit hypothécaire de la Société aux besoins des cultivateurs qui désirent conclure de telles ententes.

La définition des personnes qui peuvent se qualifier pour des prêts à titre de particuliers ou de corporations agricoles est élargie.

Le montant maximum d'un prêt hypothécaire ordinaire aux termes de la Partie II de la Loi est relevé de \$40,000 à une entreprise agricole simple à \$80,000 s'il y a deux propriétaires-exploitants admissibles et à \$100,000 s'il y en a trois ou plus. Auparavant, les prêts aux termes de la Partie III de la Loi étaient disponibles seulement aux cultivateurs particuliers jusqu'à concurrence de \$55,000. Les modifications permettent maintenant de consentir des prêts de \$100,000 sous la Partie III s'il y a deux propriétaires-exploitants ou plus qui sont admissibles. Une modification additionnelle à la Partie III permet de prêter jusqu'à 90 p. 100 de la valeur des terres et des biens meubles si au moins l'un des propriétaires-exploitants n'a pas encore atteint l'âge de 35 ans et s'il peut démontrer à la Société que l'entreprise agricole sera exploitée avec une efficacité supérieure à la moyenne.

Une autre modification de la Loi sur le crédit agricole permet pour la première fois d'offrir des prêts aux Indiens s'adonnant à l'agriculture sur des

poration with a guarantee in lieu of first mortgage security. In co-operation with the Department of Indian Affairs & Northern Development, preparations were underway at the end of the fiscal year to consult with representatives of Indian farmers in the implementation of this program.

A further significant amendment was the deletion of the statutory interest rate of 5 per cent on the first \$20,000 of loans under Part II and the first \$27,500 under Part III of the Act, and provision for the lending rate to be set by Governor in Council. In future, under the provisions of the new Farm Credit Act Interest Rates Regulations, the interest rates will be adjusted automatically on April 1 and October 1 of each year. The rates will be established on the basis of the average yield over the previous 6 months on Government of Canada Bonds maturing in 5 to 10 years, plus 1 per cent to provide for the costs of administration and for a reserve against losses on loans. This change does not affect the interest rate on loans which were outstanding before the amendment was effective. Moreover, when a present borrower obtains additional funds from the Corporation and the existing loan is consolidated with the new loan, the rate on the total loan will be adjusted to take into account the interest, the amount outstanding, and the number of years to maturity of the old loan.

The Act also was amended to reduce the amount of compulsory life insurance required under Part III to the amount by which the loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the farm land held as security. Previously, every farmer who borrowed under Part III of the Act was required to carry insurance on his life for the full amount of the loan.

Farm Syndicates Credit Act

Amendments to the Farm Machinery Syndicates Credit Act were enacted in May 1969 (after the end of the fiscal year), and this legislation is now entitled the Farm Syndicates Credit Act. This program originally was designed to make it possible for farmers to join together in a written agreement for the joint purchase and use of farm machinery. This provides the farmer-members with the advantages of lower overhead costs per farm, better machines for the job and more efficient use of their own labour.

The Act has been broadened to provide loans for the co-operative purchase and use of buildings, including those for the permanent installation of specialized equipment, where use of such facilities on a co-operative basis is practical and economic. It is anticipated that loans will be made under this program for such purposes as storage for fruit and vegetables, facilities for washing, grading and packaging of products, hostel-type housing for seasonal labour, etc.

réserves. Ces cultivateurs ne pouvaient emprunter aux termes de la Loi parce qu'ils ne pouvaient hypothéquer leur terre. Les modifications autorisent la signature d'un accord entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société selon lequel le ministre donnerait une garantie à la Société en remplacement d'une première hypothèque. De concert avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, la Société a entrepris des démarches vers la fin de l'année financière pour consulter les représentants des agriculteurs indiens sur la mise en oeuvre du programme.

Une modification importante a été l'introduction d'un taux d'intérêt fixé par le gouverneur en conseil pour remplacer le taux d'intérêt statutaire de 5 p. 100 sur le premier \$20,000 des prêts de la Partie II et sur le premier \$27,500 des prêts de la Partie III. Le nouveau Règlement sur les taux d'intérêt de la Loi sur le crédit agricole stipule qu'à l'avenir les taux d'intérêt seront ajustés automatiquement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Ils seront déterminés en se basant sur le rendement moyen, au cours de la période précédente de 6 mois, des obligations du gouvernement canadien venant à échéance dans 5 à 10 ans, plus 1 p. 100 pour couvrir les frais d'administration et établir une réserve contre les pertes sur les prêts. Ce changement ne touche pas le taux d'intérêt sur les prêts qui n'étaient pas encore remboursés avant l'entrée en vigueur de la modification. En outre, lorsqu'un emprunteur actif obtient des fonds additionnels de la Société et que son prêt existant est consolidé par un nouveau prêt, le taux du prêt global est ajusté pour tenir compte de l'intérêt, du montant non remboursé et du nombre d'années à courir avant l'échéance de l'ancien prêt.

La Loi est également modifiée pour réduire le montant de l'assurance-vie obligatoire requise sous la Partie III au montant par lequel le prêt excède 75 p. 100 de la valeur estimative de la terre agricole détenue en garantie. Auparavant, chaque emprunteur sous la Partie III de la Loi devait maintenir une assurance-vie pour le plein montant du prêt.

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les modifications à la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles ont été promulguées en mai 1969 (après la fin de la présente année financière), et cette législation s'intitule maintenant "Loi sur le crédit aux syndicats agricoles". Le but original du programme était de permettre aux cultivateurs de s'associer en signant une convention écrite pour acheter et utiliser de la machinerie agricole en commun. Les cultivateurs-membres jouissent ainsi de frais généraux moindres par ferme, de meilleures machines et d'un emploi plus efficace de leur main-d'œuvre.

The Act also was broadened to permit loans to certain farming corporations and co-operative farm associations, formed for the purpose of joint purchase and use of machinery or buildings, which now qualify as "Syndicates".

It also will be possible to extend syndicate credit service to Indians farming on Reserves, under the terms of an agreement to be signed by the Minister of Indian Affairs & Northern Development and the Corporation.

Credit is tailored to the needs of the individual farmer.

Le crédit est conçu en fonction des besoins du cultivateur.

La Loi a été élargie pour offrir des prêts en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de bâtiments, y compris ceux devant loger de l'équipement spécialisé fixe, s'il est pratique et économique d'utiliser ces facilités sur une base coopérative. La Société prévoit que les cultivateurs obtiendront des prêts aux termes de ce programme pour des buts tels l'entreposage de fruits et de légumes, les facilités de lavage, de classement et d'emballage des produits, la construction de logement temporaire pour la main-d'oeuvre saisonnière, etc.

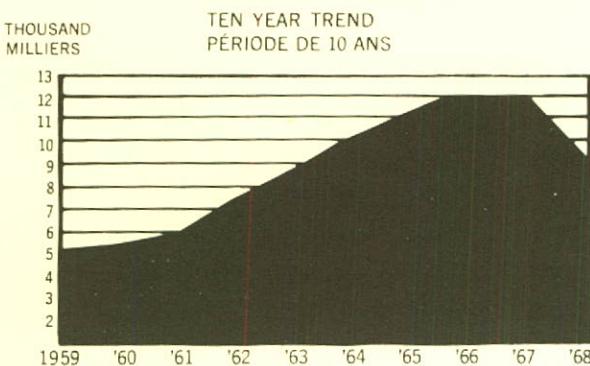
La Loi a été élargie pour offrir des prêts à certaines corporations agricoles et à certaines associations agricoles coopératives formées en vue de l'achat et de l'utilisation en commun de machinerie ou de bâtiments et qui se qualifient maintenant comme syndicats.

Il sera en outre possible d'offrir ce genre de prêt aux Indiens s'adonnant à l'agriculture sur des réserves aux termes d'un accord qui sera signé par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société.



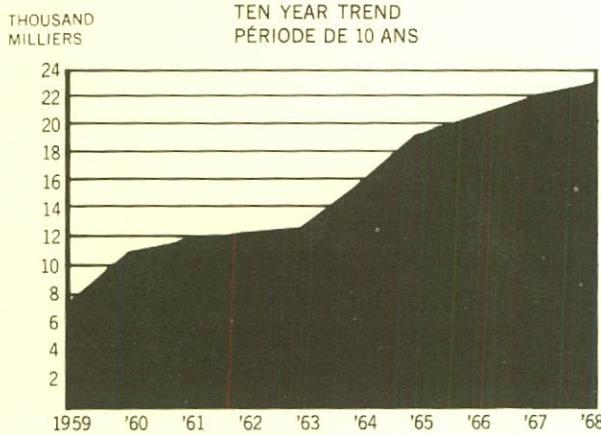
**TOTAL ANNUAL LOAN
DISBURSEMENTS IN
MILLIONS OF DOLLARS--
20 YEAR TREND**

**NUMBER OF LOANS APPROVED
NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS**



**MONTANT GLOBAL, EN
MILLIONS DE DOLLARS,
DES PRÊTS DÉBOUR-
SÉS ANNUELLEMENT
SUR UNE PÉRIODE DE
20 ANS**

**AVERAGE LOAN
PRÊT MOYEN**



OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

Approvals and Disbursements

During the fiscal year, the Corporation approved 9,159 mortgage loans under the Farm Credit Act in the amount of \$208,330,500 for an average of \$22,700 per loan, compared to 11,954 loans approved in the previous year totalling \$263,236,500 for an average of \$22,000.

Of the total approvals, 8,396 were secured by land mortgage only under Part II of the Farm Credit Act. The remaining 763 loans were approved under Part III of the Act for farmers under the age of 45 years. Under this Part, the Corporation provides advisory services to borrowers and the amount of loan may be based on the value of both land and chattels.

The 9,117 loans disbursed during the fiscal year totalled \$205,341,841. At the end of March 1969, there were 593 loans approved but not yet disbursed for an amount of \$14,459,600. At that date, the number of loans outstanding from the Corporation was 67,108 compared to 63,482 a year earlier and the amount of principal outstanding was \$1,036,149,124 compared to \$915,837,195.

The \$208.3 million approved during the year included \$43.8 million to repay previous loans made by the Corporation. The balance of \$164.5 million represents the amount of new loan funds approved during the fiscal year.

The following chart shows the purposes for which funds were approved during the past five years.

PURPOSES FOR WHICH LOANS WERE APPROVED DURING LAST 5 YEARS

Fiscal Year Année financière	Land Secured Debt Consolidation de dettes hypothécaires	Livestock Bétail	Equipment Équipement	Miscellaneous Divers	Other Debts Autres dettes	Permanent Improvements Améliorations permanentes	New Units Nouvelles unités	Additional Land Terres additionnelles
	%	%	%	%	%	%	%	%
1964-65	18.1	2.9	1.2	1.3	10.3	11.7	14.6	39.9
1965-66	15.4	1.6	0.9	1.3	8.3	11.6	14.9	46.0
1966-67	13.5	1.3	1.1	1.8	7.2	13.9	12.7	48.5
1967-68	12.0	1.2	1.3	2.0	5.2	13.7	14.3	50.3
1968-69	10.3	1.4	1.5	2.0	4.6	15.9	15.1	49.2

(Funds approved exclude refinanced F.C.C. land debts)

ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Approbations et déboursements de prêts

Au cours de l'année financière, la Société a approuvé 9,159 prêts hypothécaires aux termes de la Loi sur le crédit agricole pour un total de \$208,330,500 et une moyenne de \$22,700 par prêt comparativement à 11,954 prêts approuvés au cours de l'année précédente pour un total de \$263,236,500 et une moyenne de \$22,000 par prêt.

Du nombre de prêts approuvés, 8,396 ont été consentis aux termes de la Partie II de la Loi sur le crédit agricole et sont garantis seulement par une hypothèque foncière. Les 763 autres prêts furent approuvés aux termes de la Partie III de la Loi à des cultivateurs de moins de 45 ans. Sous cette Partie, la Société offre des services consultatifs aux emprunteurs, et le montant de l'emprunt peut être basé sur la valeur de la terre et des biens meubles.

Les 9,117 prêts déboursés au cours de l'année financière s'élevaient à \$205,341,841. À la fin de mars 1969, 593 prêts pour un total de \$14,459,600 avaient été approuvés mais non encore déboursés. À cette date, le nombre de prêts aux livres de la Société était de 67,108 au regard de 63,482 un an plus tôt et la somme totale du capital à recouvrer était de \$1,036,149,124 au regard de \$915,837,195.

Les \$208.3 millions approuvés pendant l'année comprenaient \$43.8 millions devant servir à rembourser des prêts consentis antérieurement par la Société. Le solde de \$164.5 millions représente le montant des nouveaux fonds approuvés au cours de l'année financière.

Le tableau suivant illustre l'emploi des fonds empruntés durant les cinq dernières années.

TABLEAU DE L'EMPLOI DES FONDS EMPRUNTÉS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

(Fonds approuvés n'incluent pas le remboursement des dettes hypothécaires envers la S.C.A.)

Life Insurance

All farmers who obtained supervised loans under Part III of the Act have compulsory life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan for the amount by which their loan exceeds 75 per cent of the appraised value of their farms. This protection is provided on an optional basis to farmers with standard mortgage loans under Part II of the Act, and to farmers with supervised loans under Part III of the Act for that amount of the loan which is not covered by compulsory insurance. This voluntary insurance can be obtained for the amount of the loan or \$10,000, whichever is the lesser. If a loan exceeds \$10,000, they may insure for further amounts in multiples of \$1,000 for an amount not exceeding the total loan. During the year ended March 31, 1969, about 64 per cent of borrowers elected to insure under this plan.

Age of Borrowers

The percentage of borrowers in the under-45 age group has been increasing steadily during the past 5 years from 67.1 per cent in 1964-65 to 72.7 per cent in 1968-69. This compares with less than 40 per cent of all census farm operators in this age group in the 1966 Census. The following chart illustrates the changing age pattern in the users of mortgage capital.

Assurance-vie

Tous les cultivateurs qui ont un prêt surveillé sous la Partie III de la Loi détiennent une assurance-vie obligatoire sur le montant par lequel leur prêt excède 75 p. 100 de la valeur estimative de leur ferme en vertu du régime collectif d'assurance-vie de la Société. Cette police est facultative pour les cultivateurs qui détiennent un prêt hypothécaire ordinaire sous la Partie II de la Loi et, pour les cultivateurs qui ont des prêts surveillés sous la Partie III de la Loi, sur le montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Ils peuvent se prévaloir de l'assurance facultative pour le montant de leur prêt jusqu'à concurrence de \$10,000. Si leur prêt excède \$10,000, ils peuvent s'assurer pour des montants plus élevés en multiples de \$1,000 jusqu'à un montant n'excédant pas leur prêt total. Au cours de l'année close le 31 mars 1969, environ 64 p. 100 des emprunteurs ont choisi de souscrire à ce régime d'assurance.

Âge des emprunteurs

Le pourcentage des emprunteurs qui font partie du groupe d'âge de moins de 45 ans a constamment augmenté au cours des cinq dernières années, passant de 67.1 p. 100 en 1964-1965 à 72.7 p. 100 en 1968-1969. Par comparaison, moins de 40 p. 100 de tous les exploitants agricoles inscrits au recensement de 1966 se classaient dans ce groupe d'âge. Le tableau suivant illustre l'évolution dans la répartition des usagers du capital hypothécaire.

DISTRIBUTION OF BORROWERS BY AGE

RÉPARTITION DES EMPRUNTEURS SELON L'ÂGE

Age Groups Groupe d'âge	Farmers Borrowing Under the Farm Credit Act Emprunteurs sous le régime de la Loi sur le crédit agricole					
	21-24	25-34	35-44	45-54	55-59	60+
	%	%	%	%	%	%
1964-65	5.6	24.8	36.7	23.5	5.6	3.8
1965-66	6.6	26.8	36.5	21.5	5.6	3.0
1966-67	7.2	26.5	36.4	21.3	5.4	3.2
1967-68	8.2	26.7	36.2	20.8	5.4	2.7
1968-69	8.9	27.0	36.8	19.7	4.8	2.8
All Census Farm Operators Exploitants agricoles inscrits au recensement						
1966	2.2	13.1	23.8	27.7	12.0	21.2

Service to Borrowers

In addition to credit, the Corporation provides two other services which have been of significant value to Canadian farmers.

The first of such services is advice and assistance in planning for the future organization, operation and financing of farm businesses. The Credit Advisors working for the Corporation have the opportunity to study the income, expenses and financial situation of a great number of farm businesses each year. They also have an opportunity to see the progress which has been made over succeeding years. This information, together with their experience and training in farm financing and farm management, places them in a unique position to assist farmers in planning the organization of their farm businesses for future profitability. This assistance is not a duplication of, but rather is complementary to, a wide variety of services provided to farmers by provincial farm management and farm extension services. Indeed, local officers of the Corporation encourage farmers to use provincial services as a basis or foundation for future decisions with respect to their farm businesses.

The Corporation also provides a post-loan advisory service to those farmers who obtain loans on the security of both land and chattels under Part III of the Act and to other borrowers who seek this service on a voluntary basis. Borrowers receiving such service are required by the terms of their Agreement with the Corporation to maintain farm accounts and to submit financial statements. The Credit Advisors of the Corporation assist farmers to set up and maintain their accounting records and the Corporation instituted an electronic farm accounting program in 1963. At the end of the fiscal year more than 3,000 of the 3,538 borrowers who had supervised accounts with the Corporation were registered in this program. This service was designed to assist farmers with the financial aspects of their businesses, to demonstrate those areas which are the most profitable and to indicate desirable changes in farming operations.

Services offerts aux emprunteurs

Outre son service de crédit, la Société offre deux autres services qui se sont avérés d'une valeur considérable pour les cultivateurs canadiens.

Le premier de ces deux services est l'offre de conseil et d'assistance dans la préparation de plans pour l'organisation, l'exploitation et le financement des entreprises agricoles. Les conseillers en crédit à l'emploi de la Société ont l'occasion d'étudier les revenus, les dépenses et la situation financière d'un grand nombre de fermes à chaque année. Ils ont l'occasion de constater le progrès accompli au cours des années. Ces connaissances, ainsi que leur expérience et leur formation en gestion et en financement des fermes, les placent dans une situation unique pour aider les cultivateurs à planifier l'organisation future de leur ferme sur une base rentable. Cette assistance ne fait pas concurrence aux nombreux services offerts aux agriculteurs par les services provinciaux de gestion et d'extension; elle les complète. De fait, les représentants régionaux de la Société encouragent les cultivateurs à se prévaloir des services provinciaux comme base pour leurs futures décisions.

La Société offre aussi un service de consultations postérieures aux prêts aux cultivateurs qui empruntent sur la garantie de leur terre et de leurs biens meubles sous la Partie III de la Loi et aux autres emprunteurs qui désirent volontairement se prévaloir de ce service. Les participants signent une entente avec la Société qui les engage à tenir des comptes agricoles et à présenter des états financiers. Les conseillers en crédit de la Société aident les cultivateurs à établir et à maintenir leurs dossiers de comptabilité. La Société a institué un programme de comptabilité électronique agricole en 1963 à cette fin. À la fin de l'année financière, plus de 3,000 des 3,538 emprunteurs qui détenaient des comptes surveillés avec la Société participaient à ce programme. Ce service vise à aider les cultivateurs à gérer les finances de leurs exploitations en localisant les secteurs les plus profitables et les changements désirables dans les opérations.

La Société a continué de participer activement à l'élaboration du Programme canadien de gestion agricole (CANFARM). Il est prévu qu'il remplacera le programme de comptabilité électronique agricole offert par la Société lorsqu'il sera pleinement élaboré et opérationnel.



Well kept farm records pave the way for profit-making decisions.

Des dossiers agricoles bien tenus conduisent à des décisions profitables.

The Corporation has continued to lend substantial support to the development of the Canadian Farm Management Data System (CANFARM). It is anticipated that this system, once fully developed and operative, will replace the electronic farm accounting program presently provided through the Corporation.

Repayments

Principal due and payable during the year amounted to \$22.5 million, of which \$19.8 million or 88 per cent was paid. In addition, \$16.2 million was paid on account of principal not due.

Interest due and payable during the year amounted to \$47.8 million, of which \$44.6 million or 93 per cent was paid.

91.4 per cent of all loans under the Farm Credit Act were in good standing at the end of the fiscal year compared to 93.2 per cent a year earlier.

Real Property and Losses on Loans

At April 1, 1968, the Corporation held title to 10 farm properties with an inventory value of \$64,201. During the year, 14 properties were acquired and 11 were sold. At the end of the year, the Corporation still had 13 properties on hand with an inventory value of \$106,121. Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$45,020 compared to \$40,239 in 1967-68.

At the end of the fiscal year, the Corporation held 58 agreements for sale for a total value of \$240,834.

Remboursements

Le capital échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$22.5 millions et, de ce montant, \$19.8 millions ou 88 p. 100 ont été remboursés. En outre, \$16.2 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu.

L'intérêt échu et exigible au cours de l'année s'est élevé à \$47.8 millions et, de cette somme, \$44.6 millions ou 93 p. 100 ont été remboursés.

À la fin de l'année financière, 91.4 p. 100 de tous les prêts accordés aux termes de la Loi sur le crédit agricole étaient à jour comparativement à 93.2 p. 100 à la fin de l'année financière précédente.

Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1968, la Société détenait 10 propriétés agricoles dont la valeur aux livres était de \$64,201. Pendant l'année, 14 propriétés ont été acquises et 11 ont été vendues. À la fin de l'année, la Société détenait encore 13 propriétés dont la valeur aux livres était de \$106,121. Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés en main, se sont chiffrées par \$45,020 comparativement à \$40,239 en 1967-1968.

À la fin de l'année financière, la Société détenait 58 contrats de vente d'une valeur globale de \$240,834.



The farmers in this syndicate have reduced the cost of drying grain by sharing in the purchase and use of efficient equipment.

Les cultivateurs de ce syndicat ont réduit les frais de séchage du grain en partageant l'achat et l'utilisation d'un équipement efficace.

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

Although lending under this Act continues to be moderate in volume, there was a significant increase in the year just ended over that of previous years. The Corporation approved 213 loans for 147 syndicates, compared to 102 loans for 72 syndicates in the preceding year. The total amount approved increased to \$1,672,232 from \$972,808. The number of farmers with membership in the syndicates increased to 603 from 272 a year earlier. A significant part of the increase during the past year represented loans made for the purchase of grain dryers due to the damp grain harvested in the Prairie Provinces during the year.

A total of 1,718 farmers have taken advantage of this program. The fact that many syndicates have returned for second and third loans indicates that their members have found this method of purchasing machinery to be satisfactory for their purposes. The following chart indicates the distribution of lending under this program since its inception in 1965.

SYNDICATE LOANS APPROVED JANUARY 1, 1965 TO MARCH 31, 1969

Branch	Up to March 31, 1967		Fiscal Year 1967-68 Année financière 1967-68		Fiscal Year 1968-69 Année financière 1968-69		Total	Succursale
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant		
B.C.	8	52,970	4	12,398	9	63,174	21	128,542
Alta.	94	828,652	38	495,405	88	556,825	220	1,880,882
Sask.	40	176,374	4	25,400	25	179,382	69	381,156
Man.	35	135,323	5	41,121	31	271,920	71	448,364
Ont.	42	346,866	20	140,133	27	298,747	89	785,746
Que.	40	413,600	30	247,851	29	258,209	99	919,660
Atlc.	3	34,240	1	10,500	4	43,975	8	88,715
TOTAL	262	1,988,025	102	972,808	213	1,672,232	577	4,633,065
								TOTAL

ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Même si les activités de prêt sous le régime de cette Loi sont demeurées à un niveau modéré, l'année financière écoulée a affiché un net accroissement par rapport aux années précédentes. La Société a approuvé 213 prêts répartis entre 147 syndicats comparativement à 102 prêts répartis entre 72 syndicats pendant l'année précédente. Le montant global approuvé est passé de \$972,808 à \$1,672,232. Le nombre de cultivateurs qui sont membres de syndicats s'est accru de 272 à 603 au cours de l'année. Une partie considérable de l'accroissement est due aux prêts consentis pour l'achat de séchoirs à grains par suite des céréales humides récoltées dans les Prairies l'année dernière.

Un total de 1,718 cultivateurs se sont prévalués de ce programme. Le fait que plusieurs syndicats aient demandé un deuxième et un troisième prêt démontre que cette méthode d'achat de machinerie est adaptée à leurs besoins. Le tableau suivant indique la répartition des prêts aux termes de ce programme depuis son inauguration en 1965.

PRÊTS APPROUVÉS AUX SYNDICATS DU 1er JANVIER 1965 AU 31 MARS 1969

ADMINISTRATION

The Corporation has a staff of field officers comprised of 30 District Supervisors and 232 Credit Advisors working out of 127 field offices. The total staff at year's end was 627, a decrease of 3 from that of the previous year.

The total cost of administration in 1968-1969 was \$6,646,072 or 0.68 per cent of the mean investment compared to \$6,290,484 or 0.76 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

FINANCING

Farm Credit Act

The Capital of the Corporation was increased from \$40 million to \$56 million by amendment to Section 12 of the Farm Credit Act assented to on November 14, 1968. The Minister of Finance may lend the Corporation 25 times the Capital or \$1.4 billion to finance its loans to farmers. Paid Capital as at March 31, 1969, was \$40.3 million.

To finance its lending program during 1968-69, the Corporation borrowed \$171 million from the Minister of Finance at an average interest rate of 6.75 per cent and repaid \$48.6 million of principal on previous borrowings, bringing the total indebtedness on borrowings to \$1.0062 billion as at March 31, 1969. The average interest rate on the Corporation's total borrowings as at March 31, 1969, was 5.56 per cent compared to 5.294 per cent a year earlier.

Operating Loss

The average interest rate on over \$1 billion of outstanding loans to farmers as at March 31, 1969, was less than the average cost rate to the Corporation on its borrowings, and the loss margin on the current outstanding business will tend to increase as more of the lower interest-bearing loans from the Minister are repaid. Although the Corporation will have an interest margin of 1 per cent on new capital approved for farmers after November 14, 1968, it will be some years yet before these loans will yield sufficient returns to counteract the operating losses resulting from previous loans.

The operating loss for 1968-69 was \$6,266,251, of which \$6 million was recovered through a parliamentary vote in the main estimates of the Minister of Agriculture.

Reserve

After deducting the year's net loss on loans to farmers of \$45,020, and \$266,251 of the operating loss not recovered in the main estimates, the Corporation's Reserve at the close of the year was \$1,217,780, or 0.113 per cent of its outstanding investment in farm mortgages.

ADMINISTRATION

La Société maintient un personnel d'agents de campagne qui se compose de 30 surveillants de district et de 232 conseillers en crédit agricole relevant de 127 bureaux de campagne. L'ensemble du personnel comprenait 627 employés à la fin de l'année, soit une diminution de 3 au regard de l'année précédente.

Le coût total de l'administration en 1968-1969 a été de \$6,646,072 ou 0.68 p. 100 du total moyen des prêts au regard de \$6,290,484 ou de 0.76 p. 100 du total moyen des prêts au cours de l'année financière précédente.

FINANCEMENT

Loi sur le crédit agricole

Le capital de la Société a été accru de \$40 millions à \$56 millions par la modification de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole promulguée le 14 novembre 1968. Le ministre des Finances peut prêter à la Société 25 fois son capital ou \$1.4 milliards pour financer ses prêts aux cultivateurs. Le capital payé au 31 mars 1969 se chiffrait par \$40.3 millions.

Pour financer son programme de crédit pendant 1968-1969, la Société a emprunté \$171 millions du ministre des Finances à un taux d'intérêt moyen de 6.75 p. 100 et a remboursé \$48.6 millions sur les emprunts antérieurs, ce qui porte le total de la dette de capital sur les emprunts à \$1.0062 milliards au 31 mars 1969. Le taux moyen d'intérêt sur les emprunts de la Société était de 5.56 p. 100 au 31 mars 1969 comparativement à 5.294 p. 100 l'année précédente.

Perte d'exploitation

Le taux moyen d'intérêt sur plus d'un milliard en prêts non remboursés consentis aux cultivateurs au 31 mars 1969, était inférieur au coût moyen de l'intérêt sur les emprunts de la Société, et la marge de perte sur les activités courantes aura tendance à s'accroître à mesure que les prêts portant les plus bas taux d'intérêt du ministre seront remboursés. Même si la Société jouit d'une marge d'intérêt de 1 p. 100 sur le nouveau capital déboursé aux cultivateurs depuis le 14 novembre 1968, il faudra plusieurs années encore avant que ces prêts ne rapportent des revenus suffisants pour contrebalancer les pertes d'exploitation causées par les prêts antérieurs.

La perte d'exploitation a été de \$6,266,251 pendant 1968-1969 et, de cette somme, \$6 millions ont été récupérés par un crédit du Parlement dans les prévisions budgétaires du ministère de l'Agriculture.

Farm Syndicates Credit Act

Outstanding advances by the Minister of Finance for the purpose of making loans under the Act totalled \$3,376,500 as at March 31, 1969.

After deducting the year's Operating Loss of \$8,629, there was a balance of only \$8,561 in the Retained Earnings Account at the year end.

Réserve

Après l'imputation de la perte nette de \$45,020 sur les prêts consentis aux cultivateurs et de la somme de \$266,251 pour la perte d'exploitation non récupérée dans les prévisions budgétaires, la réserve de la Société à la fin de l'année financière était de \$1,217,780 ou 0.113 p. 100 de ses affectations à récupérer à titre de prêts hypothécaires agricoles.

AUDIT

The accounts and financial transactions of the Corporation are audited by the Auditor General of Canada. Included in this Report are:

Balance Sheet showing the Assets, Liabilities, Capital and Reserves of the Corporation as at March 31, 1969, with comparative figures as at March 31, 1968;

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1969, with comparative figures for the year ended March 31, 1968;

Report of the Auditor General on his audit of the accounts and financial statements of the Corporation.

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Les avances consenties par le ministre des Finances aux fins d'effectuer des prêts aux termes de la Loi totalisaient \$3,376,500 au 31 mars 1969.

Après l'imputation de la perte d'exploitation annuelle de \$8,629, le compte des gains retenus accusait un solde de \$8,561 seulement à la fin de l'année.

VÉRIFICATION

Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés par l'auditeur général du Canada. Ce rapport comprend:

Bilan indiquant l'actif, le passif, le capital et les réserves de la Société au 31 mars 1969, avec des chiffres comparatifs au 31 mars 1968;

Relevé des recettes et des dépenses pour l'année close le 31 mars 1969 avec des chiffres comparatifs pour l'année close le 31 mars 1968;

Rapport de l'auditeur général à la suite de l'examen fait par lui des livres de la Société.



This modern farm "plant" does not have far to go for its raw material.

Cette "usine" agricole moderne n'a pas loin à parcourir pour se procurer ses matières premières.

(Compliment de l'Office du Film de la Province de Québec.)



AUDITOR GENERAL OF CANADA

Ottawa, June 9, 1969.

The Honourable H.A. Olson,
Minister of Agriculture,
Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1969.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1969 the capital of the Corporation amounted to \$40,300,000 while the Reserve amounted to \$1,217,780 having been reduced during the year by \$266,251, the balance of the net operating loss not provided for by parliamentary appropriation and by \$45,020 due to losses on loans written off.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from the Government of Canada and administrative expenses. By an amendment to the Farm Credit Act the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968 and the interest rate on loans is now fixed from time to time by the Governor in Council. With effect from November 15, 1968, the rate was fixed at 7 3/4%. However, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$866 million at March 31, 1969 which bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 the annual losses of the Corporation resulting from the low statutory interest rate have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, the parliamentary appropriation of \$6,000,000 for the year ended March 31, 1969 was not sufficient to cover the operating loss for the year, and \$266,251 had to be charged to the Reserve.

The provision of a parliamentary appropriation to cover the full annual operating loss of the Corporation would prevent further depletion of the Reserve by such losses, but this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 87 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) Proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
 - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
 - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
 - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

A.M. Henderson
Auditor General of Canada.



AUDITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Ottawa, le 9 juin 1969.

L'honorable H.A. Olson,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1969.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1969, le capital de la Société s'élevait à \$40,300,000 tandis que le solde de la réserve s'élevait à \$1,217,780 et accusait une diminution de \$266,251, soit le solde de la perte nette d'exploitation non couvert par un crédit du Parlement et \$45,020 provenant des pertes annulées sur les prêts.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du gouvernement du Canada et les dépenses administratives. Une modification à la Loi sur le crédit agricole a aboli le taux statutaire à compter du 15 novembre 1968 et le taux d'intérêt sur les prêts est maintenant déterminé de temps à autre par le gouverneur en conseil. Le taux d'intérêt a été fixé à 7 3/4 p. 100 à compter du 15 novembre 1968.

Cependant, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrait à \$866 millions au 31 mars 1969. Depuis 1963, les pertes annuelles de la Société résultant d'un taux d'intérêt statutaire peu élevé sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande des pertes imputées à la réserve. Cependant, le crédit de \$6,000,000 accordé par le Parlement pour l'année close le 31 mars 1969 était insuffisant pour couvrir la perte d'exploitation de l'année, et \$266,251 a dû être chargé à la réserve.

Une disposition créant un crédit budgétaire qui couvre en entier la perte d'exploitation de la Société empêchera une plus grande diminution de la réserve par de telles pertes mais cette ligne de conduite ne prévoit pas la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 87 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
 - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
 - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
 - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société; et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général du Canada

A. M. Henderson

FARM CREDIT CORPORATION (Established by the Farm Credit Act)

Balance Sheet as at March 31, 1969 (with comparative figures as at March 31, 1968)

ASSETS — ACTIF

	1969	1968	
Cash	\$ 4,040,817	\$ 4,333,888	Encaisses
Due from Government of Canada in respect of operating loss for the year	6,000,000	3,809,176	À recouvrer du gouvernement du Canada pour combler la perte d'exploitation de l'année financière
Accounts receivable	24,039	19,493	Comptes à recevoir
Loans to farmers, secured by first mortgages	1,071,104,309	944,418,009	Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque
Loans to farm machinery syndicates	3,379,543	2,211,135	Prêts aux syndicats de machines agricoles
Agreements for sale	240,834	178,463	Contrats de vente
Real estate held for sale	106,121	64,201	Biens-fonds détenus pour fins de vente
Capital assets, at cost:			Actif immobilisé, au prix coûtant:
Automobiles	\$ 21,295	27,351	Automobiles
Office furniture and equipment	571,344	545,306	Ameublement et fournitures de bureau
	<u>592,639</u>	<u>572,657</u>	
Less: Accumulated depreciation	<u>375,179</u>	<u>342,090</u>	Moins: Amortissement
	217,460	230,567	
	<hr/> <u>\$1,085,113,123</u>	<hr/> <u>\$955,264,932</u>	

Certified correct:
Certifié exact:

le contrôleur

R. McIntosh

Comptroller

Approved:
Approuvé:

le président
G. Owen

Chairman

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE (Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)

Bilan au 31 mars 1969 (avec chiffres comparatifs au 31 mars 1968)

LIABILITIES — PASSIF

	1969	1968	
Accounts payable	\$ 30,620	\$ 37,792	Comptes à payer
Interest accrued on Government of Canada loans	27,983,137	26,219,852	Intérêt couru sur les emprunts consentis par le gouvernement du Canada
Installment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	5,950,534	5,775,955	Versements anticipés, obtentions d'assurances-feu, honoraires d'évaluations en dépôt, autres dépôts
Government of Canada loans in respect of:			Prêts consentis par le gouvernement du Canada:
Farm Credit Act	\$1,006,245,991	883,894,592	Loi sur le crédit agricole
Farm Machinery Syndicates Credit Act	<u>3,376,500</u>	<u>2,290,500</u>	Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles
	1,009,622,491	886,185,092	
Capital:			Capital:
Government of Canada - Capital paid in under the Farm Credit Act	40,300,000	35,500,000	Versé par le gouvernement du Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole
Reserve for losses — Farm Credit Act:			Réserves pour pertes - Loi sur le crédit agricole:
Balance at beginning of year	1,529,051	1,569,290	Solde au début de l'année
Deduct: Net loss on loans to farmers	45,020	40,239	Moins: Perte nette sur les prêts aux cultivateurs
Balance of net operating loss not provided for by parliamentary appropriation	<u>266,251</u>	—	Solde de la perte nette d'exploitation non comblée par un crédit budgétaire
Balance at end of year	1,217,780	1,529,051	Solde à la fin de l'année
Retained earnings from operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act:			Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles:
Balance at beginning of year	17,190	19,297	Solde au début de l'année
Deduct: Net operating loss for year	<u>8,629</u>	<u>2,107</u>	Moins: Perte nette d'exploitation pour l'année
Balance at end of year	8,561	17,190	Solde à la fin de l'année
	<u>41,526,341</u>	<u>37,046,241</u>	
	<u>\$1,085,113,123</u>	<u>\$955,264,932</u>	

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 9, 1969 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 9 juin 1969 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général du Canada
A. M. Henderson

Auditor General of Canada

FARM CREDIT CORPORATION

Statement of Income and Expense for the year ended March 31, 1969
 (with comparative figures for the year ended March 31, 1968)

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

	1969	1968
Income		
Interest earned on mortgage loans to farmers	\$51,304,253	\$43,202,515
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	<u>52,130,170</u>	41,990,079
	(825,917)	1,212,436
Appraisal, legal and supervision fees	916,184	1,127,994
Other Income	289,554	140,878
	379,821	2,481,308
 Expense		
Salaries (including \$39,750 for executive officers)	\$4,885,455	4,517,415
Employee benefits	331,332	304,399
Travel	574,649	593,819
Office accommodation	453,257	395,969
Printing, stationery and office supplies	100,672	121,318
Rental and maintenance of office equipment	79,834	91,135
Telephone	76,026	76,111
Depreciation of automobiles and office equipment	55,167	59,074
Postage and express	53,389	62,085
Appeal Boards - fees and expenses	16,494	15,648
Professional services	12,975	11,385
Advertising	8,538	13,371
Advisory Committee	3,985	5,099
Miscellaneous	33,090	49,774
	6,684,863	6,316,602
 Less: Portion allocated to operations under the Farm Machinery Syndicates Credit Act	<u>38,791</u>	26,118
	<u>6,646,072</u>	<u>6,290,484</u>
 Net operating loss	<u>6,266,251</u>	<u>3,809,176</u>
Portion of net operating loss provided for by Department of Agriculture Vote 70	<u>6,000,000</u>	<u>3,809,176</u>
Portion of net operating loss charged to Reserve for losses	<u>266,251</u>	<u>—</u>
	<u>\$ 6,266,251</u>	<u>\$ 3,809,176</u>

OPERATIONS UNDER THE FARM MACHINERY SYNDICATES CREDIT ACT

	1969	1968
Income		
Interest earned	\$ 178,140	\$ 123,732
Deduct: Interest on loans from the Government of Canada	<u>164,806</u>	<u>109,475</u>
	13,334	14,257
Service charges	<u>16,828</u>	<u>9,754</u>
	30,162	24,011
Portion of Corporation expenses allocated to operations under this Act	<u>38,791</u>	<u>26,118</u>
Net operating loss charged to retained earnings	<u>\$ 8,629</u>	<u>\$ 2,107</u>

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1969
 (avec chiffres comparatifs, année terminée le 31 mars 1968)

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1969	1968
Recettes		
Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$51,304,253	\$43,202,515
À déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada	<u>52,130,170</u>	<u>41,990,079</u>
	(825,917)	1,212,436
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	916,184	1,127,994
Autre revenu	<u>289,554</u>	<u>140,878</u>
	379,821	2,481,308
Dépenses		
Traitements (y compris \$39,750 pour les agents exécutifs)	\$4,885,455	4,517,415
Bénéfices aux employés	331,332	304,399
Frais de voyage	574,649	593,819
Loyers et entretien de bureaux	453,257	395,969
Impressions, papeterie et fournitures de bureau	100,672	121,318
Location et entretien du matériel de bureau	79,834	91,135
Téléphones	76,026	76,111
Dépréciation d'automobiles, d'ameublement et de fournitures de bureau	55,167	59,074
Affranchissement et messageries	53,389	62,085
Honoraires et dépenses des commissions d'appel	16,494	15,648
Services professionnels	12,975	11,385
Publicité	8,538	13,371
Comité consultatif	3,985	5,099
Divers	<u>33,090</u>	<u>49,774</u>
	6,684,863	6,316,602
Moins: Montant affecté aux opérations sous le régime de la Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles	<u>38,791</u>	<u>26,118</u>
Perte nette d'exploitation	<u>6,646,072</u>	<u>6,290,484</u>
Partie de la perte nette d'exploitation comblée par le crédit 70 du ministère de l'Agriculture	<u>6,266,251</u>	<u>3,809,176</u>
Partie de la perte nette d'exploitation portée au compte des réserves pour pertes	<u>6,000,000</u>	<u>3,809,176</u>
	<u>266,251</u>	<u>—</u>
	<u>\$ 6,266,251</u>	<u>\$ 3,809,176</u>

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES

	1969	1968
Recettes		
Intérêts acquis	\$ 178,140	\$ 123,732
À déduire: Intérêts sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada	<u>164,806</u>	<u>109,475</u>
	13,334	14,257
Frais de service	<u>16,828</u>	<u>9,754</u>
	30,162	24,011
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	<u>38,791</u>	<u>26,118</u>
Perte nette d'exploitation portée au compte des gains retenus	<u>\$ 8,629</u>	<u>\$ 2,107</u>

**STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING FARM CREDIT ACT MORTGAGE
LOAN ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1969**

	Number Nombre	Principal		
		Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	
British Columbia	2,778	221,140	55,554,569	55,775,709
Alberta	15,401	1,109,556	256,837,544	257,947,100
Saskatchewan	19,188	529,894	289,508,735	290,038,629
Manitoba	5,862	162,505	91,855,118	92,017,623
Ontario	14,119	479,367	210,779,376	211,258,743
Quebec	7,225	107,799	104,924,616	105,032,415
New Brunswick	885	25,498	9,725,153	9,750,651
Nova Scotia	411	23,713	4,223,409	4,247,122
Prince Edward Island	1,207	50,625	9,250,754	9,301,379
Newfoundland	32	998	778,755	779,753
NATIONAL	67,108	2,711,095	1,033,438,029	1,036,149,124

**STATEMENT BY PROVINCES OF OUTSTANDING AGREEMENTS
FOR SALE ACCOUNTS AS AT MARCH 31, 1969**

	Number Nombre	Principal		
		Due Échu	Not Due Non échu	Total
		\$	\$	
British Columbia	—	—	—	—
Alberta	1	—	738	738
Saskatchewan	1	—	558	558
Manitoba	—	—	—	—
Ontario	13	427	84,204	84,631
Quebec	28	169	110,750	110,919
New Brunswick	14	227	37,639	37,866
Nova Scotia	—	—	—	—
Prince Edward Island	1	357	324	681
Newfoundland	—	—	—	—
NATIONAL	58	1,180	234,213	235,393

**RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES AUX TERMES DE LA
LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE, COMPTES ARRÊTÉS LE 31 MARS 1969**

Interest — Intérêt

Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
320,685	1,289,998	1,610,683	9,169	57,395,561	Colombie-Britannique
1,328,687	9,433,139	10,761,826	61,581	268,770,507	Alberta
632,034	10,597,777	11,229,811	25,352	301,293,792	Saskatchewan
242,573	2,767,026	3,009,599	8,232	95,035,454	Manitoba
559,252	4,828,118	5,387,370	22,392	216,668,505	Ontario
65,582	2,119,585	2,185,167	20,507	107,238,089	Québec
10,001	251,769	261,770	1,478	10,013,899	Nouveau-Brunswick
12,968	79,296	92,264	754	4,340,140	Nouvelle-Écosse
40,745	209,045	249,790	1,511	9,552,680	Île-du-Prince-Édouard
903	14,639	15,542	387	795,682	Terre-Neuve
3,213,430	31,590,392	34,803,822	151,363	1,071,104,309	TOTAL

**RÉPARTITION PAR PROVINCE, AU 31 MARS 1969, DES
SOLDES À PERCEVOIR D'APRÈS LES CONTRATS DE VENTE**

Interest — Intérêt

Due Échu	Not Due Non échu	Total	Other Charges Autres frais	TOTAL	
\$	\$	\$	\$	\$	
—	—	—	—	—	Colombie-Britannique
—	15	15	—	753	Alberta
—	2	2	—	560	Saskatchewan
—	—	—	—	—	Manitoba
116	1,740	1,856	—	86,487	Ontario
215	2,425	2,640	43	113,602	Québec
96	692	788	—	38,654	Nouveau-Brunswick
—	—	—	—	—	Nouvelle-Écosse
79	6	85	12	778	Île-du-Prince-Édouard
—	—	—	—	—	Terre-Neuve
506	4,880	5,386	55	240,834	TOTAL

**STATEMENT OF OUTSTANDING LOANS
FROM THE MINISTER OF FINANCE
AS AT MARCH 31, 1969**

FARM CREDIT ACT

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1945—1946 to—à		
1951—1952	15,000,000	3
1954—1955	1,900,000	3.25
1955—1956	2,500,000	3.125
	2,200,000	3.25
1956—1957	3,500,000	3.375
	3,125,543	3.5
	3,380,831	4
1957—1958	5,004,170	4.125
	4,615,417	4.375
1958—1959	7,458,863	4
	2,022,935	4.25
	8,561,005	4.5
1959—1960	10,798,957	5
	12,874,194	5.75
1960—1961	9,528,681	5.75
	20,735,123	5
1961—1962	12,398,854	5
	12,468,150	4.5

**RELEVÉ DES PRÊTS À REMBOURSER
AU MINISTRE DES FINANCES
AU 31 MARS 1969**

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1962—1963	14,424,802	4.5
	6,515,085	5.5
	12,549,355	4.75
1963—1964	22,780,184	4.375
	22,381,220	4.75
1964—1965	70,009,773	5.375
	31,379,544	5.25
1965—1966	75,222,804	5.25
	40,214,437	5.375
	35,127,988	5.625
1966—1967	32,967,170	5.75
	56,260,169	5.875
	53,856,042	6
	33,465,101	5.875
1967—1968	42,125,147	5.3125
	56,970,441	6.125
	55,709,108	6.375
	35,214,898	6.875
1968—1969	94,000,000	6.75
	6,000,000	6.6875
	71,000,000	6.75
TOTAL	\$1,006,245,991	

**FARM MACHINERY SYNDICATES
CREDIT ACT**

**LOI SUR LE CRÉDIT ACCORDÉ AUX
SYNDICATS DE MACHINES AGRICOLES**

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé	Interest Rate Taux d'intérêt
	\$	%
1964—1965	16,500	5
1965—1966	195,000	4.875
	212,500	5.125
1966—1967	385,000	5.625
	192,500	5.75
1967—1968	270,000	5
	270,000	5.875
	315,000	6.1875
1968—1969	200,000	7.375
	655,503	6.875
	664,497	6.5
TOTAL	\$3,376,500	

**STATEMENT OF LOANS DISBURSED AND
OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO
MARCH 31, 1969**

**RELEVÉ AU 31 MARS 1969 DES PRÊTS
DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR
ANNÉE FINANCIÈRE**

Fiscal Year Année Financière	Loans Disbursed Prêts déboursés		Cumulative Total of Loans Disbursed Total cumulatif des prêts déboursés		Principal of Loans Outstanding End of Year Principal à recouvrer à la fin de l'année	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
1929—1930	1,270	\$ 2,630,377	1,270	\$ 2,630,377	1,270	\$ 2,613,671
1930—1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931—1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932—1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933—1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934—1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935—1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936—1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937—1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938—1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939—1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940—1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
1941—1942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188
1942—1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943—1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944—1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945—1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946—1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947—1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948—1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949—1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950—1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951—1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952—1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1953—1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954—1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955—1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956—1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957—1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958—1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959—1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960—1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961—1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962—1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963—1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964—1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965—1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966—1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967—1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968—1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124

**STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED DURING
THE YEAR ENDED MARCH 31, 1969**

	Part II — Partie II		Part III — Partie III	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia	321	\$ 7,784,415	34	\$ 1,500,711
Alberta	1,999	45,987,980	48	1,869,669
Saskatchewan	2,728	60,199,566	71	3,232,390
Manitoba	884	19,306,621	42	1,544,279
Ontario	1,365	29,740,251	138	4,973,913
Quebec	853	13,895,945	377	9,478,375
New Brunswick	73	1,357,997	14	660,393
Nova Scotia	44	811,968	10	341,656
Prince Edward Island	95	1,883,211	11	427,970
Newfoundland	8	245,119	2	99,412
NATIONAL	8,370	181,213,073	747	24,128,768

**STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS APPROVED
DURING THE PAST FIVE FISCAL YEARS**

	1964-1965		1965-1966		1966-1967	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
British Columbia	487	\$ 9,934,800	611	\$ 14,014,600	582	\$ 15,017,800
Alberta	2,602	42,512,300	2,940	58,346,300	2,844	62,408,800
Saskatchewan	2,601	35,570,100	3,197	56,570,200	3,656	72,046,700
Manitoba	691	9,176,200	899	14,879,500	1,122	22,160,200
Ontario	2,131	34,461,200	2,210	42,695,300	2,042	43,332,600
Quebec	1,354	20,326,500	1,140	18,987,200	1,522	25,941,200
New Brunswick	72	821,300	81	1,304,400	195	3,592,200
Nova Scotia	77	964,100	58	1,006,800	49	842,200
Prince Edward Island	124	991,700	100	1,134,900	141	2,242,700
Newfoundland	3	55,700	2	45,700	14	363,100
NATIONAL	10,142	154,813,900	11,238	208,984,900	12,167	247,947,500

**STATEMENT BY PROVINCES OF FARM CREDIT ACT LOANS DISBURSED
TO MARCH 31, 1969**

	Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59)		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-March 31, 1969)		
	Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien (1929-4 oct. 1959)		Part II — Partie II		Part III —
			Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
British Columbia	2,699	\$ 8,751,182	3,350	\$ 65,252,600	296
Alberta	9,954	28,146,771	19,190	323,700,901	475
Saskatchewan	13,366	48,327,821	23,746	365,558,767	522
Manitoba	6,342	19,884,810	6,452	106,580,876	249
Ontario	9,745	43,295,717	15,496	247,960,501	1,171
Quebec	9,173	22,454,666	6,105	82,046,502	2,076
New Brunswick	1,749	3,720,899	824	10,546,504	93
Nova Scotia	1,638	3,537,293	389	4,842,799	78
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,057	10,851,074	67
Newfoundland	—	—	40	872,377	3
NATIONAL	56,760	183,160,586	76,649	1,218,212,901	5,030

**RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS DURANT L'ANNÉE CLOSE
LE 31 MARS 1969 AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE**

Total		
Number Nombre	Amount Montant	
	\$	
355	9,285,126	Colombie-Britannique
2,047	47,857,649	Alberta
2,799	63,431,956	Saskatchewan
926	20,850,900	Manitoba
1,503	34,714,164	Ontario
1,230	23,374,320	Québec
87	2,018,390	Nouveau-Brunswick
54	1,153,624	Nouvelle-Écosse
106	2,311,181	Île-du-Prince-Édouard
10	344,531	Terre-Neuve
9,117	205,341,841	TOTAL

RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1967-1968		1968-1969		1964-1969	
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
	\$		\$		\$
519	13,617,400	359	9,773,900	2,558	62,358,500
2,829	65,556,200	2,055	48,178,200	13,270	277,001,800
3,665	80,618,600	2,853	64,364,300	15,972	309,169,900
1,211	27,933,300	935	21,098,600	4,858	95,247,800
2,012	43,956,600	1,488	35,159,200	9,883	199,604,900
1,406	25,668,800	1,194	23,201,200	6,616	114,124,900
144	2,660,500	94	2,216,500	586	10,594,900
39	770,100	56	1,293,900	279	4,877,100
120	2,287,100	112	2,612,200	597	9,268,600
9	167,900	13	432,500	41	1,064,900
11,954	263,236,500	9,159	208,330,500	54,660	1,083,313,300
					TOTAL

**RELEVÉ PAR PROVINCE DES PRÊTS DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1969
AUX TERMES DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE**

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1969)			TOTAL TO MARCH 31, 1969 TOTAL AU 31 MARS 1969	
Partie III		Total		
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
\$		\$		\$
10,421,816	3,646	75,674,416	6,345	84,425,598
14,828,849	19,665	338,529,750	29,619	366,676,521
14,975,195	24,268	380,533,962	37,634	428,861,783
6,787,129	6,701	113,368,005	13,043	133,252,815
30,791,288	16,667	278,751,789	26,412	322,047,506
47,873,009	8,181	129,919,511	17,354	152,374,177
2,569,554	917	13,116,058	2,666	16,836,957
1,899,329	467	6,742,128	2,105	10,279,421
1,494,451	1,124	12,345,525	3,218	17,386,952
123,420	43	995,797	43	995,797
131,764,040	81,679	1,349,976,941	138,439	1,533,137,527
				TOTAL

Colombie-Britannique
Alberta
Saskatchewan
Manitoba
Ontario
Québec
Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse
Île-du-Prince-Édouard
Terre-Neuve

MEMBERS OF THE CORPORATION**MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ**

Chairman	GEORGE OWEN	Président
Vice-Chairman	WILLIAM H. OZARD	Vice-président
Member	ROBERT B. BRYCE	Membre
Member	W. ESMOND JARVIS	Membre
Member	ANDRÉ SAUMIER	Membre
Secretary to Corporation	W. RALPH deGRUCHY	Secrétaire de la Société

HEAD OFFICE**SIÈGE SOCIAL**

Chief Executive Officer	G. OWEN	Principal fonctionnaire exécutif
General Manager Operations	W. H. OZARD	Gérant général des opérations
Director-General, Loans & Farm Services	W. A. DUNCAN	Directeur général des prêts et des services agricoles
Director Administrative Services	W. R. deGRUCHY	Directeur des services administratifs
Comptroller Financial Services	R. McINTOSH	Contrôleur des services financiers
Director Lending Operations	A. H. HOLMES	Directeur des opérations de prêts
Director Farm Services	A. H. HARRISON	Directeur des services agricoles
Director Personnel Services	J. M. BRETON	Directeur des services du personnel
Credit Policy Advisor	H. D. CARR	Conseiller en politiques de prêts
Economic Advisor	M. E. ANDAL	Conseiller économique
Executive Assistant to Chairman	E. J. SIVYER	Adjoint exécutif au Président
Legal Counsel	W. A. REEVE	Conseiller juridique
Public Relations Officer	S. O. ROBINSON	Agent des relations extérieures
Chief Accountant	P. A. LANOIX	Comptable en chef
Chief, Systems Development	C. A. RADLEY	Chef de l'élaboration des méthodes

MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE**MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF**

Chairman Lorlie, Saskatchewan	JOHN R. STILBORN	Président Lorlie, Saskatchewan
Victoria, British Columbia	CHARLES E. S. WALLS	Victoria, Colombie-Britannique
High River, Alberta	J. ALLEN BAKER	High River, Alberta
Darlingford, Manitoba	ALLAN ARNOTT	Darlingford, Manitoba
Embro, Ontario	CHARLES MUNRO	Embro, Ontario
Wyman, Quebec	S. WYMAN MACKECHNIE	Wyman, Québec
Verchères, Quebec	ROLAND PIGEON	Verchères, Québec
St. Paul, New Brunswick	FRANCIS GAUDET	St-Paul, Nouveau-Brunswick
Amherst, Nova Scotia	GARNET FISHER	Amherst, Nouvelle-Écosse

CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS**PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL**

Oyama, British Columbia	VERNON ELLISON	Oyama, Colombie-Britannique
Spruce Grove, Alberta	J. HAROLD McLAUGHLIN	Spruce Grove, Alberta
Pense, Saskatchewan	HOWARD N. LASBY	Pense, Saskatchewan
Graysville, Manitoba	JOHN MURTA	Graysville, Manitoba
Burgessville, Ontario	FRED COHOE	Burgessville, Ontario
Warwick, Quebec	JOSAPHAT CARRIER	Warwick, Québec
Grand Falls, New Brunswick	ALBERT DESJARDINS	Grand Falls, Nouveau-Brunswick
Grand Pré, Nova Scotia	GORDON WOODMAN	Grand Pré, Nouvelle-Écosse
St. Eleanor's, Prince Edward Island	CHARLES YEO	St. Eleanor's, Île-du-Prince-Édouard

BRANCH OFFICES & MANAGERS

SUCCURSALES ET GERANTS

DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués en lettres majuscules

BRITISH COLUMBIA — COLOMBIE-BRITANNIQUE

R. H. BAZETT

1615 ELLIS STREET
RUE ELLIS
KELOWNA

KELOWNA.

Chilliwack; Dawson Creek; Duncan; Fort St. John; Kamloops; Langley; Prince George; Vernon; West Summerland.

ALBERTA

W. G. O'BRIEN

400 CHANCERY HALL
No. 3 SIR WINSTON
CHURCHILL SQUARE
EDMONTON

CALGARY; EDMONTON; GRAND PRAIRIE;
RED DEER; VEGREVILLE; WETASKIWIN.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury; Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort Macleod; Grand Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe; Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater; Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock; Wetaskiwin.

SASKATCHEWAN

J. M. DAY

MIDTOWN TOWERS
701 11th AVE. & HAMILTON ST.
11e AVE. & RUE HAMILTON
REGINA

N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA;
SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kelvington; Kindersley; Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford; Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon; Shaunavon; Spiritwood; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn; Whitewood; Wynyard; Yorkton.

MANITOBA

D. A. IBBOTSON

267 EDMONTON STREET
RUE EDMONTON
WINNIPEG

BRANDON; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa; Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

ONTARIO

N. J. DENHOLM

20 EGLINTON AVE. EAST
AVE. EGLINTON-EST
TORONTO

BARRIE; CHATHAM; GUELPH; NORTH BAY;
OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Campbellford; Chatham; Cornwall; Essex; Goderich; Guelph; Hamilton; Kingston; Lindsay; Listowel; London; New Liskeard; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound; Petrolia; Port Perry; Simcoe; St. Catharines; Stratford; St. Thomas; Walkerton; Woodstock.

QUEBEC — QUÉBEC

A. F. LANGLOIS

PLACE LAURIER,
SUITE 410A-417
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY

ALMA; QUEBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE;
ST-JEAN; SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Alma; Drummondville; Hull; Joliette; Lévis; Québec; Rimouski; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme; Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

ATLANTIC — ATLANTIQUE

W. A. WEST

10 ALMA STREET
RUE ALMA
MONCTON, N.B.

GRAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Sussex; Woodstock; Kentville; Truro; Charlottetown.

FARM CREDIT CORPORATION, Sir John Carling Building, P.O. Box 4209, Postal Station E, Ottawa 1

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, Édifice Sir John Carling, C.P. 4209, Succursale Postale E, Ottawa 1